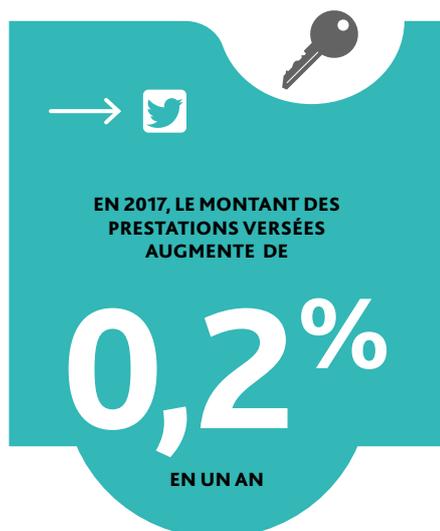




STATISTIQUES ET INDICATEURS

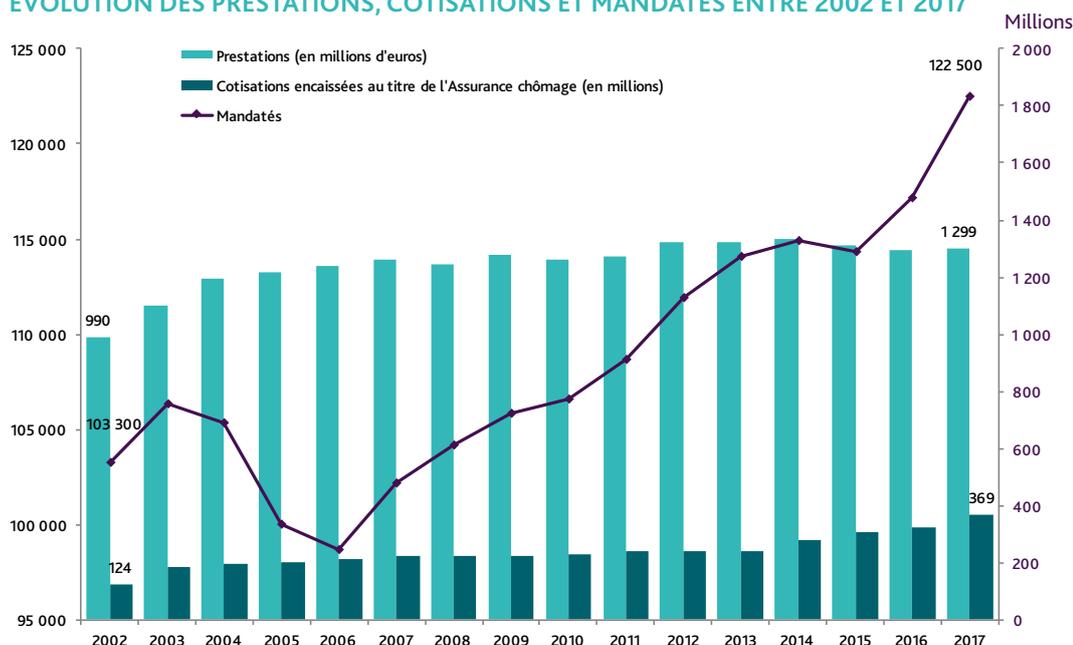
LES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 EN 2017



Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée (« mandatés ») au titre des annexes 8¹ et 10² augmente de +4,6% en 2017 pour atteindre 122 500. Le montant total des prestations versées et les contributions évoluent respectivement de +0,2% et de +13%.

Le nombre d'allocataires indemnisés en fin d'année, 96 100 au total, progresse de +2,9%. Il s'agit d'une population d'âge moyen (41 ans), à forte prédominance masculine (65,3%). Un peu plus de la moitié des allocataires (50,7%) sont indemnisés au titre de l'annexe 10. Le montant journalier moyen d'indemnisation s'établit à 56,1 euros (59,9 euros pour l'annexe 8 et 52,4 euros pour l'annexe 10).

Graphique 1
ÉVOLUTION DES PRESTATIONS, COTISATIONS ET MANDATÉS ENTRE 2002 ET 2017



Source : Pôle emploi - Fichier National des Allocataires - Données comptables du Centre de Recouvrement d'Anncy

1. Annexe 8 : ouvriers et techniciens engagés par contrat à durée déterminée, employés par une entreprise relevant du champ d'application de l'annexe 8 et occupant une des fonctions figurant sur la liste jointe à l'annexe [cf. Annexe 1].

2. Annexe 10 : les artistes du spectacle engagés par contrat à durée déterminée [cf. Annexe 1].

Le nombre de mandatés et les contributions augmentent

Le montant des prestations versées aux allocataires indemnisés au titre des annexes 8 et 10 de l'Assurance chômage augmente légèrement en 2017. Au total, le montant des prestations versées s'élève à 1,299 milliard d'euros contre 1,297 milliard en 2016, soit une augmentation de 0,2% en un an [cf. Graphique 1].

Cette augmentation se décompose en trois évolutions distinctes [cf. Tableau 1] :

1. Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée au titre de ces annexes (allocataires « mandatés »), environ 123 000, augmente de +4,6% en un an³.
2. Le montant moyen de l'allocation journalière par mandaté s'établit à 54,9 € et diminue de 2,7% entre 2016 et 2017.
3. Le nombre moyen de jours indemnisés par mandaté est également à la baisse et passe de 196 à 193 jours payés (-1,6%).

Ces différentes évolutions peuvent être en partie expliquées par les modifications des règles d'indemnisation des annexes 8 et 10 à partir du 1er août 2016 [cf. Annexe 1]. Depuis 2006, le montant total des prestations versées et le nombre de mandatés ont augmenté respectivement de +0,4% et +2,0% par an en moyenne. D'un autre côté, le taux journalier et la durée moyenne de jours indemnisés ont diminué respectivement de 0,7% et 0,8% par an en moyenne.

Tableau 1

ALLOCATAIRES INDEMNISÉS DANS LE CADRE DES ANNEXES 8 ET 10 DU RÉGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Année	Régime	Allocataires mandatés au cours de l'année (1)	Taux journalier	Durée moyenne	Prestations versées (2)	Cotisations encaissées (3)	Dont contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage (4)	Rapport prestations (2)/ contributions (4)
2006	Annexe 8	50 618			693			
	Annexe 10	48 060			544			
	Total	98 678	59,3	211	1 237	214	212	584%
2015	Annexe 8	62 340			683			
	Annexe 10	52 021			629			
	Total	114 361	56,8	202	1 312	314	308	427%
2016	Annexe 8	63 241	60,7	174	666			
	Annexe 10	53 907	52,6	223	631			
	Total	117 148	56,5	196	1 297	330	325	400%
2017	Annexe 8	64 033	59,0	163	617			
	Annexe 10	58 490	51,7	226	682			
	Total	122 523	54,9	193	1 299	373	369	352%
	Evolution 2016-2017	4,6%	-2,7%	-1,6%	0,2%	13,0%	13,6%	

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires - Données comptables du centre de recouvrement d'Annecy

Champ : France entière

(1) Allocataires qui ont été indemnisés au moins une journée au cours de l'année

(2) Prestations versées au titre de l'assurance chômage en millions d'euros (hors AGS)

(3) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et de l'AGS en millions d'euros

(4) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage

Les contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage progressent de 13,6% en un an. Trois facteurs expliquent l'évolution des recettes :

1. L'augmentation de la masse salariale⁴, sur laquelle sont assises les contributions des employeurs et des salariés
2. L'accroissement de l'assiette des contributions suite à la prise en compte des rémunérations avant application de l'abattement pour les professions admises au bénéfice de la déduction pour frais professionnels à partir du 01 juillet 2017
3. Les relèvements successifs du taux de contribution (de 13,3% à 13,8% au 1^{er} janvier 2017 et à 13,85% au 1^{er} octobre 2017).

3. Le nombre de salariés intermittents du spectacle (qu'ils aient ou non ouvert des droits à l'indemnisation) a augmenté de +3,3% entre 2015 et 2016 ce qui a un impact sur le sur le nombre d'ouvertures de droits l'année suivante et donc sur le nombre de mandatés.

4. Entre 2016 et 2017, la masse salariale connaît une augmentation de 4,3% après une augmentation de +3,8% entre 2015 et 2016.

La diminution du nombre de jours indemnisés impacte à la baisse les prestations versées à l'annexe 8

L'évolution des prestations versées par annexe entre 2016 et 2017 est affectée par la requalification des réalisateurs en artistes relevant de l'annexe 10 (et non plus de l'annexe 8). Le périmètre des annexes est donc modifié entre 2016 et 2017⁵.

Les prestations versées à l'annexe 8 sont en diminution de 7,4% en un an, conséquence d'une diminution de la durée moyenne indemnisée qui passe de 174 à 163 jours entre 2016 et 2017 (-6,0%). Les prestations versées à l'annexe 10 sont en augmentation de 8,0%, portée par l'augmentation de +8,5% du nombre de mandatés entre 2016 et 2017 et la légère augmentation de la durée moyenne indemnisée (+1,3%).

Enfin, le taux journalier est en baisse quelle que soit l'annexe (-2,7% pour l'annexe 8 et -1,7% pour l'annexe 10).

Le nombre de bénéficiaires est en hausse de +2,9%

Au 31 décembre 2017, le nombre d'allocataires indemnisés atteint 96 100 soit une hausse de +2,9% par rapport à l'année précédente [cf. [tableau 2](#)]. L'annexe 10 représente 51% des indemnisés en 2017 contre 48% en 2016. Cette augmentation est en partie due à la requalification des réalisateurs en artistes relevant de l'annexe 10⁵.

Tableau 2

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS ET DU MONTANT JOURNALIER MOYEN AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET 2017

	Annexe 8	Annexe 10	Ensemble	Part de l'annexe 10	Montant journalier moyen
2016	48 739	44 653	93 392	48%	56,90 €
2017	47 436	48 700	96 136	51%	56,10 €
Evolution 2016/2017	-2,7%	9,1%	2,9%	+ 3 points	-1,4%
	1 303	4 047	2 744		-0,80 €

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Le montant journalier moyen des allocataires continue de baisser, passant de 56,9 € fin 2016 à 56,1 € fin 2017 (-1,4%). Pour les techniciens, cette allocation journalière s'élève à 59,9 € contre 52,4 € pour les artistes. En équivalent mensuel, c'est-à-dire si les intermittents étaient indemnisés tous les jours du mois, cela représenterait une allocation de 1 706 € brut par mois fin 2017. Les intermittents étant indemnisés environ 16 jours dans le mois en moyenne, l'allocation mensuelle représente alors 902 € brut par mois.

Les caractéristiques des indemnisés au titre des annexes 8 et 10 restent différentes de celles des allocataires de l'Assurance chômage

Représentants 65% (68 % pour l'annexe 8 et 63% pour l'annexe 10), les hommes sont majoritaires parmi les indemnisés au 31 décembre [cf. [Tableau 3](#)]. A titre de comparaison, ils représentent 49% de l'ensemble des allocataires de l'Assurance chômage.

Les moins de 25 ans représentent 3% des indemnisés contre 22% pour les plus de 50 ans. Pour l'Assurance chômage, ces parts sont respectivement de 13% et de 23%.

Les résidents de la région Île de France représentent près de la moitié des allocataires indemnisés (45%). Cette concentration est encore plus forte pour les allocataires de l'annexe 8 qui sont 52% à habiter en Île de France (contre 38% des allocataires de l'annexe 10).

5. Deux mille personnes environ sont concernées

Tableau 3

RÉPARTITION PAR ÂGE ET CARACTÉRISTIQUES DES INDEMNISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

	Ensemble	Annexe 8	Annexe 10
Moins de 25 ans	3,3%	4,3%	2,4%
25-34 ans	28,8%	32,7%	25%
35-49 ans	46,3%	45,1%	47,4%
50 ans et plus	21,6%	17,9%	25,2%
Âge moyen	40,5	39,2	41,8
Part des hommes	65,3%	68,3%	62,5%
Part de l'Île de France	44,9%	52,3%	37,6%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les métiers les plus recherchés sont ceux de la prise de son et sonorisation pour les techniciens et ceux de la musique et du chant pour les artistes

Il est difficile de spécifier un métier particulier pour chacun des allocataires, puisque par définition celui-ci a pu s'ouvrir un droit en exerçant des emplois différents. Il est toutefois intéressant d'examiner le métier recherché, tout en sachant que celui-ci n'est pas systématiquement le métier exercé.

Près de la moitié des techniciens indemnisés recherchent l'un des cinq métiers suivants [cf. Tableau 4] : la prise de son et sonorisation (13%), la production et l'administration (11%), l'éclairage spectacle (9%), l'image cinématographique et télévisuelle (8%) et le montage audiovisuel et post-production (8%).

Tableau 4

RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 8 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Allocation journalière moyenne (€)	Âge moyen	%	% cumulé
Prise de son et sonorisation (L1508)	6 053	59,8	38,6	12,8%	13%
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel (L1302)	5 208	59	38	11%	24%
Éclairage spectacle (L1504)	4 415	60,2	39,9	9,3%	33%
Image cinématographique et télévisuelle (L1505)	3 677	62,9	39	7,8%	41%
Montage audiovisuel et post-production (L1507)	3 666	62,9	37,3	7,7%	49%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 915	60,6	40,1	6,1%	55%
Régie générale (L1509)	2 898	60,3	42,4	6,1%	61%
Décor et accessoires spectacle (L1503)	2 715	59,7	42,4	5,7%	67%
Réalisation de contenus multimédias (E1205)	2 330	63,1	33,8	4,9%	71%
Machinerie spectacle (L1506)	2 158	58,5	40,8	4,5%	76%
Costume et habillage spectacle (L1502)	1 401	57,4	40,9	3%	79%
Musique et chant (L1202)	1 113	54,3	43,3	2,3%	81%
Films d'animation et effets spéciaux (L1510)	980	64,2	32,6	2,1%	83%
Art dramatique (L1203)	857	53,9	42,5	1,8%	85%
Coiffure et maquillage spectacle (L1501)	794	62,6	42,9	1,7%	87%
Journalisme et information média (E1106)	647	62,1	35,6	1,4%	88%
Création en arts plastiques (B1101)	332	58,3	44,7	0,7%	89%
Autres métiers	5 277	56,8	38,5	11%	100%
Ensemble	47 436	59,9	39,2	100%	100%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2017

Parmi les artistes indemnisés, les métiers recherchés par les allocataires indemnisés sont concentrés dans deux métiers [cf. [Tableau 5](#)] : les métiers de la musique et du chant (41%) et de l'art dramatique (28%).

Tableau 5

RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 10 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Taux journalier moyen (€)	Age moyen	%	% cumulé
Musique et chant (L1202)	19 886	51,27	43	40,8%	41%
Art dramatique (L1203)	13 626	53,11	43	28%	69%
Danse (L1201)	4 161	52,42	37	8,5%	77%
Arts du cirque et arts visuels (L1204)	2 867	52,88	40	5,9%	83%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	1 754	58,89	45	3,6%	87%
Enseignement artistique (K2105)	759	48,63	38	1,6%	88%
Mise en scène de spectacles vivants (L1301)	594	54,23	45	1,2%	90%
Prise de son et sonorisation (L1508)	527	51,02	41	1,2%	90%
Autres métiers	4 526	53,2	38,8	9,2%	100%
Ensemble	48 700	52,42	42	100%	100%

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2017

Le nombre d'ouvertures de droits est en hausse de 8%

Les intermittents du spectacle alternent des périodes d'emploi et de chômage. Les règles spécifiques d'indemnisation annexées au règlement général de l'Assurance chômage, les annexes 8 et 10, tiennent compte de cette particularité des conditions d'emploi. Un droit à l'indemnisation est ouvert aux artistes et techniciens du spectacle inscrits comme demandeurs d'emploi et qui justifient d'une durée de travail supérieure à 507 heures sur une période de référence de 12 mois⁶.

En 2017, 105 500 ouvertures de droits ont été dénombrées, soit 7 800 de plus qu'en 2016 (+8,0%, [cf. [Tableau 6](#)]). Cette hausse d'ouverture de droits est observée pour l'annexe 8 (+4 600 ; + 9,9%) et pour l'annexe 10 (+5 100 ; +10,3%).

D'une part, une hausse des ouvertures de droit peut s'expliquer conjoncturellement : les ouvertures de droit d'une année donnée sont directement corrélées au volume de l'emploi intermittent dans le spectacle de l'année précédente. Le nombre de salariés intermittents du spectacle avait augmenté en 2016 de +3,3%, ce qui a pu entraîner une hausse des ouvertures de droit en 2017.

D'autre part, les évolutions réglementaires, mises en place à compter du 1^{er} août 2016, peuvent également avoir eu un impact sur l'évolution des ouvertures de droit entre 2016 et 2017. Certains changements réglementaires⁷ facilitent la réalisation des 507 heures nécessaires à l'indemnisation des individus et augmentent le nombre d'intermittents ayant la possibilité d'ouvrir des droits :

1. L'augmentation de durée de la période de référence à 12 mois pour toutes les fins de contrat de travail postérieures au 1^{er} août 2016
2. L'augmentation de la valorisation des cachets groupés de 8 heures à 12 heures
3. L'extension de l'assimilation des heures d'enseignement pour les intermittents relevant de l'annexe 8 et le relèvement du plafond des heures d'enseignement assimilées pour les intermittents relevant de l'annexe 10⁸
4. Les modifications concernant les règles d'assimilation des jours d'arrêts pour cause de maternité situés en dehors du contrat de travail ou d'arrêts maladie pour affection de longue durée situés en dehors du contrat de travail

6. Avant le 1^{er} août 2016, cette période de référence s'élevait à dix mois pour les techniciens (annexe 8) et à dix mois et demi pour les artistes (annexe 10).

7. Pour plus d'information sur ces changements réglementaires [cf. [Annexe 1](#)].

8. Le plafond est de 70h ou 120h selon l'âge. Auparavant, le plafond pour les intermittents de l'annexe 10 était de 55h ou 90h selon l'âge.

Tableau 6

ALLOCATAIRES ENTRÉS EN ANNEXES 8 ET 10 ENTRE 2014 ET 2017

	Annexes 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne
2014	48 322	725	49 160	638	97 482	681
2015	48 073	736	49 143	647	97 216	691
2016	46 688	754	49 143	659	97 726	704
2017	51 299	835	54 201	714	105 500	773
Evolution 2016-2017	10%	11%	10%	8%	8%	10%
	4 611	81	5 058	55	7 774	69

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les durées moyennes d'affiliation sont en hausse

La durée moyenne d'affiliation globale à l'ouverture du droit pour les deux annexes s'élève à 773 heures [cf. Tableau 6], soit 69 heures de plus qu'en 2016 (+10% en un an). La part des indemnisés dont la durée d'affiliation est supérieure à 750h passe ainsi de 30% à 41% entre 2016 et 2017 [cf. Graphique 2]. La hausse est légèrement plus importante pour les techniciens (+11% ; +81 heures) que pour les artistes (+8% ; +55 heures).

Graphique 2

RÉPARTITION DES DURÉES D'AFFILISATION POUR LES ENTRÉES EN ANNEXES 8 ET 10 EN 2016 ET 2017



Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

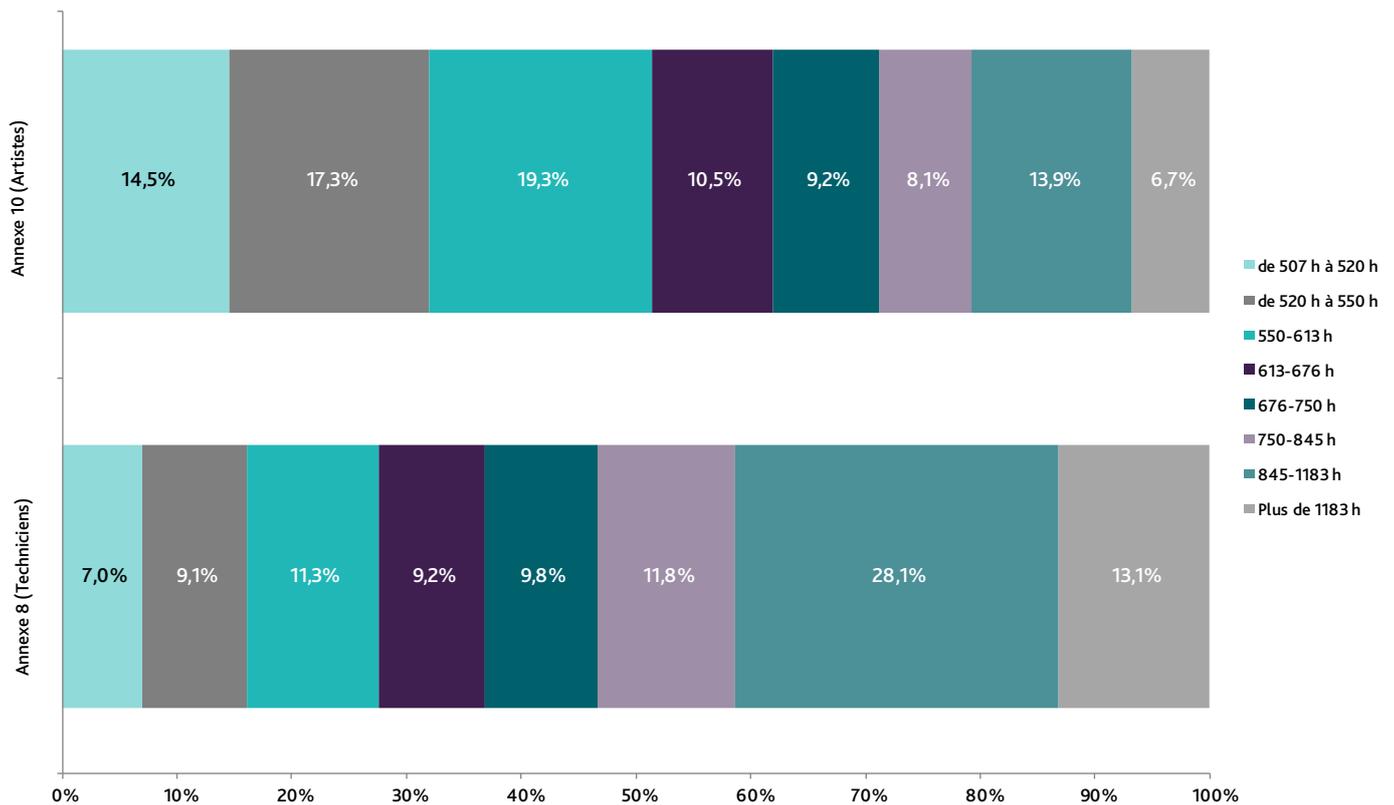
Les nouvelles règles appliquées à partir du 1^{er} août 2016, dont notamment l'allongement de la période de référence d'affiliation, la valorisation des cachets à 12 heures, ainsi que l'élargissement de la prise en compte des heures d'enseignement dispensées par les artistes et, désormais, les techniciens expliquent en partie les évolutions observées.

La durée moyenne d'affiliation est plus longue pour les techniciens

L'affiliation moyenne pour les techniciens s'élève à 835 heures et 714 heures pour les artistes. La répartition des heures d'affiliation est différente selon l'annexe. La part des allocataires ayant ouvert des droits à l'indemnisation avec moins de 550 heures d'affiliation est de 16% pour les techniciens et de 32% pour les artistes. A l'inverse, 7% des artistes justifient de durées d'affiliation égales ou supérieures à 1 183 heures ; parmi les techniciens, cette part s'élève à 13% [cf. Graphique 3].

Graphique 3

RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES ENTRÉS EN ANNEXES 8 ET 10 EN 2017 SELON LEUR DURÉE D'AFFILIATION



Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Une ouverture de droits sur 10 correspond à une primo-ouverture

Au cours de l'année 2017, 10 800 allocataires sont entrés pour la première fois en indemnisation à l'Assurance chômage au titre des annexes 8 et 10, ce qui représente 10,3% des entrées. La part des nouveaux entrés est plus importante pour les techniciens (11,5%) que pour les artistes (9,1%).

L'âge moyen à l'entrée est de 32 ans (31 ans pour les techniciens et 33 ans pour les artistes). La part des hommes s'élève à 59,2%.

La durée moyenne d'affiliation des primo-entrants atteint 643 jours en 2017 et est en baisse par rapport à 2016 (-1,4% ; -9 heures), contrairement à la moyenne d'affiliation des entrants qui augmente au global de +10% (+69 heures). Elle est de 673 heures pour l'annexe 8 et 607 heures pour l'annexe 10 [cf. Tableau 7]. Cette durée moyenne est inférieure d'environ 130 heures à celle de l'ensemble des allocataires ayant eu une ouverture de droits au cours de l'année (773 heures).

Tableau 7

NOMBRE DES 1^{ÈRES} OUVERTURES DE DROITS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 PAR AN

Année	Annexe 8		Annexe 10		Total	
	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)
2003	4 261	787	7 998	684	12 259	720
2004	4 100	693	4 104	632	8 204	720
2005	4 811	668	3 468	613	8 279	645
2006	5 470	689	3 788	617	9 258	659
2007	5 714	672	3 653	603	9 367	645
2008	6 013	660	4 223	603	10 236	636
2009	5 111	664	3 898	617	9 009	644
2010	4 852	658	3 829	602	8 681	634
2011	5 536	652	4 078	601	9 614	631
2012	5 857	655	4 036	597	9 893	631
2013	5 508	658	3 972	602	9 480	634
2014	5 043	660	3 546	604	8 589	637
2015	4 660	684	3 202	612	7 862	655
2016	5 308	680	4 110	616	9 418	652
2017	5 913	673	4 906	607	10 819	643

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Près de 9 allocataires en fin de droits sur 10 s'ouvrent un autre droit à l'indemnisation

On dénombre 102 500 sorties de droit au cours de l'année 2017 contre 96 000 en 2016, soit une hausse de +6,7% [cf. Tableau 8], +13,1% pour les techniciens et +0,7% pour les artistes. Parmi ces sorties, 59% ont été indemnisées au titre de la réglementation 2014 (65% pour les sorties de l'annexe 8 et 53% pour les sorties de l'annexe 10).

Tableau 8

TABLEAU N°8 : DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION ET COÛT MOYEN DES SORTIES DE DROIT AU COURS DE L'ANNÉE

Année	Annexe 8			Annexe 10			Total		
	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Effectif	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €
2016	46 727	233	14 181	49 302	242	12 777	96 029	238	13 460
2017	52 834	219	13 222	49 661	248	12 958	102 495	233	13 094

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Les fins de droit représentent la très grande majorité de ces sorties⁹. Parmi les 99 400 allocataires en fin de droits en 2017, 93% se sont ouverts un nouveau droit à indemnisation soit au titre des annexes 8 et 10, ou d'un autre régime de l'Assurance chômage, soit au titre du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité, et 7% sont sortis de manière durable, c'est-à-dire sans nouvelle période de chômage indemnisée. Ce dernier cas de figure peut recouvrir des situations très variées : accident de carrière (rejet pour travail insuffisant lors du réexamen, changement de profession) ou reprise d'un travail sans interruption.

9. Outre les fins de droit, les sorties de droit englobent également les radiations, départs à la retraite, décès,...

La durée moyenne d'indemnisation par droit est en baisse pour l'annexe 8

Le nombre de jours indemnisés par droit (durée moyenne d'indemnisation) est en baisse de 5 jours en 2017: 233 jours pour les deux annexes confondues [cf. [Tableau 8](#)]. Elle augmente pour l'annexe 10 (242 jours en 2016 et 248 jours en 2017) et diminue pour l'annexe 8 (233 jours en 2016 et 219 jours en 2017). Les évolutions de la durée moyenne d'indemnisation sont en partie portées par la durée moyenne d'indemnisation des sortis soumis à la nouvelle réglementation introduite en 2016. Pour ces derniers, la date de sortie du droit est désormais fixe (date anniversaire)¹⁰.

D'autres évolutions réglementaires ont pu avoir un impact à la baisse sur le nombre de jours indemnisés : modification de la formule de la franchise salaire, instauration de la franchise congés payés, diminution du plafond mensuel de cumul de l'ARE avec les rémunérations¹¹.

Le montant moyen d'indemnisation par droit est en légère baisse

Le montant moyen d'indemnisation par droit, mesuré à la sortie du droit, s'établit à 13 094 euros [cf. [Tableau 8](#)]. Il baisse de -2,7% en un an et est lié à la baisse moyenne du nombre moyen de jours indemnisés. Cette baisse se décompose en une augmentation de +1,4% pour l'annexe 10 et une baisse de 6,8% pour l'annexe 8.

Sophie HAMMAN,
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

10. Précédemment, la date de fin de droit correspondait à l'épuisement de 243 jours d'indemnisation. Pour les fins de contrats postérieures au 1^{er} août 2016, la date de fin de droit correspond, en dehors des cas de demandes expresses, à la date anniversaire (365 jours après la date de début du droit).

11. Pour tous les contrats dont la fin est postérieure au 1^{er} août 2016, le montant total des rémunérations mensuelles cumulées au montant de l'ARE ne doit pas dépasser 118% du plafond mensuel de la sécurité sociale (contre 140% pour les contrats dont la fin est antérieure au 1^{er} août 2016).

Annexe 1 : Les principales règles d'indemnisation des annexes 8 et 10

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1^{er} août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1^{er} août 2016.**

L'annexe 8 concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnée dans la liste des emplois de l'annexe 8.

L'annexe 10 s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

L'OUVERTURE DE DROITS

Pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre des annexes 8 et 10, il faut justifier exclusivement dans ce régime de 507 heures de travail ou d'heures assimilées au cours des 12 mois qui précèdent la fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture du droit.

LE CALCUL DE L'ALLOCATION JOURNALIÈRE

Le montant de l'allocation journalière n'est pas déterminé à partir d'une base journalière mais en fonction des salaires et heures de la période de référence, ainsi que de l'allocation journalière minimale.

LA DURÉE DU DROIT

Le droit est attribué jusqu'à une date anniversaire qui marque la fin de l'indemnisation. La date anniversaire est fixée au terme d'un délai de 365 jours calendaire à compter de la fin de contrat de travail prise en considération pour l'ouverture des droits.

LE SEUIL DE NON INDEMNISATION

Aucune indemnisation n'est due lorsqu'un seuil de jours mensuel de travail est atteint (26 jours¹⁰ pour l'annexe 8 et 27 jours pour l'annexe 10).

LE CUMUL DE L'ALLOCATION AVEC UNE RÉMUNÉRATION

Suite à la publication du décret n°2016-961 du 13 juillet 2016, le plafonnement au cumul de l'ARE spectacle avec une activité reprise est fixé à 118 % du plafond de la sécurité sociale soit 3 857,42 euros bruts au 1^{er} janvier 2017.

Le calcul du nombre de jours non indemnisables (J) se fait toujours uniquement en fonction du nombre d'heures effectuées¹¹ et de l'annexe qui a permis l'ouverture des droits :

- Annexe 8 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 8) \times 1,4$
- Annexe 10 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 10) \times 1,3$

Exemple :

Un technicien perçoit 70 € d'allocation journalière et déclare 120 heures de travail pour 2 500 euros bruts en septembre (30 jours dans le mois).

$J = (120 \text{ h} \times 1,4) / 8 = 21$. Nombres de jours indemnisables = $30 - 21 = 9$

Le montant de l'ARE versé sera de 630 euros ($9 \times 70 \text{ €/jour}$).

Le plafond est vérifié et n'est pas dépassé : $630 \text{ €} + 2 500 \text{ €} = 3 130 \text{ €} < 3 857,42 \text{ €}$

10. Heures de travail divisées par 8 pour l'annexe 8 ; heures de travail divisées par 10 pour l'annexe 10

11. Pour toute fin de contrat de travail égale ou postérieure au 1^{er} août 2016, le cachet est valorisé à 12 heures (contre 8 heures pour le cachet groupé et 12 heures pour le cachet isolé précédemment)

LE DÉLAI D'ATTENTE

Un délai d'attente de sept jours s'applique à chaque ouverture de droits ou réadmission. Il ne peut pas excéder 7 jours sur une même période de 12 mois. Il ne peut commencer à courir que sur un jour indemnisable.

LA FRANCHISE CONGÉS PAYÉS

Cette franchise correspond aux jours de congés payés acquis auprès de la caisse des congés spectacle pendant la période de référence affiliation de l'ouverture de droit, à raison de 2.5 jours de congés par période de 24 jours travaillés. Elle est plafonnée à 30 jours calendaires et se consomme mensuellement à raison de :

1. 2 jours par mois si la franchise totale est inférieure ou égale à 24 jours
2. 3 jours par mois si la franchise totale est strictement supérieure à 24 jours

Pour en savoir plus <http://www.pole-emploi.fr/informations/les-allocations-versees-aux-intermittents-du-spectacle-@/article.jspz?id=60567>

Annexe 2 : Population indemnisée au titre des annexes 8 ou 10 au 31 décembre 2017, âge moyen, taux journalier moyen

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
08. Ardennes	34	43	55,89	56	42	50,71	90	43	52,67	0,1%
10. Aube	43	44	57,96	81	43	53,73	124	43	55,20	0,1%
51. Marne	198	39	59,83	227	42	52,67	425	41	56,01	0,4%
52. Haute-Marne	15	45	53,51	38	45	50,30	53	45	51,21	0,1%
54. Meurthe-et-Moselle	193	39	57,58	339	43	52,14	532	41	54,11	0,6%
55. Meuse	20	39	57,04	34	45	51,46	54	42	53,53	0,1%
57. Moselle	184	39	58,13	224	41	51,66	408	40	54,58	0,4%
67. Bas-Rhin	648	39	59,77	510	41	54,36	1 158	40	57,39	1,2%
68. Haut-Rhin	101	39	59,09	165	42	52,74	266	41	55,15	0,3%
88. Vosges	33	39	57,69	62	41	52,48	95	40	54,29	0,1%
Grand Est	1 469	39	58,95	1 736	42	52,84	3 205	41	55,64	3,3%
16. Charente	513	35	60,77	154	43	49,29	667	37	58,12	0,7%
17. Charente-Maritime	273	43	57,84	306	44	51,25	579	43	54,36	0,6%
19. Corrèze	54	39	58,02	122	41	48,43	176	40	51,37	0,2%
23. Creuse	32	42	51,01	53	42	49,69	85	42	50,19	0,1%
24. Dordogne	102	43	53,80	217	44	48,32	319	44	50,07	0,3%
33. Gironde	926	40	56,99	1 200	41	51,02	2 126	41	53,62	2,2%
40. Landes	109	41	58,43	175	44	49,96	284	43	53,21	0,3%
47. Lot-et-Garonne	57	41	56,27	149	44	48,72	206	43	50,81	0,2%
64. Pyrénées-Atlantiques	245	42	57,73	391	43	49,82	636	42	52,87	0,7%
79. Deux-Sèvres	93	42	56,13	165	42	53,43	258	42	54,40	0,3%
86. Vienne	161	41	56,04	324	42	51,57	485	42	53,05	0,5%
87. Haute-Vienne	121	41	56,28	196	41	50,72	317	41	52,84	0,3%
Nouvelle Aquitaine	2 686	40	57,62	3 452	42	50,54	6 138	41	53,64	6,4%
01. Ain	128	39	57,17	190	45	53,66	318	43	55,07	0,3%
03. Allier	62	45	56,94	136	46	50,34	198	45	52,40	0,2%
07. Ardèche	157	41	54,55	241	45	49,35	398	43	51,40	0,4%
15. Cantal	23	42	55,66	35	42	50,90	58	42	52,79	0,1%
26. Drôme	486	38	57,05	497	43	50,24	983	41	53,61	1,0%
38. Isère	518	40	56,44	712	44	51,39	1 230	42	53,51	1,3%
42. Loire	293	40	55,09	419	42	52,00	712	41	53,27	0,7%
43. Haute-Loire	58	40	54,90	98	44	49,20	156	42	51,32	0,2%
63. Puy-de-Dôme	241	41	57,95	368	43	50,58	609	42	53,50	0,6%
69. Rhône	1 716	38	57,42	2 252	39	51,81	3 968	38	54,23	4,1%
73. Savoie	108	40	55,98	210	42	51,74	318	41	53,18	0,3%
74. Haute-Savoie	227	38	59,18	279	41	53,04	506	40	55,80	0,5%
Auvergne-Rhône-Alpes	4 017	39	57,00	5 437	41	51,47	9 454	40	53,82	9,8%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
21. Côte-d'Or	185	40	57,36	233	44	52,24	418	42	54,51	0,4%
25. Doubs	159	40	58,04	166	43	52,12	325	42	55,02	0,3%
39. Jura	55	45	54,64	73	44	51,65	128	44	52,93	0,1%
58. Nièvre	51	42	58,04	81	45	50,15	132	44	53,20	0,1%
70. Haute-Saône	31	38	56,54	39	44	50,88	70	41	53,39	0,1%
71. Saône-et-Loire	134	41	57,20	182	43	51,82	316	42	54,10	0,3%
89. Yonne	88	43	57,05	126	46	52,04	214	45	54,10	0,2%
90. Territoire-de-Belfort	38	41	57,71	16	42	53,02	54	41	56,32	0,1%
Bourgogne-Franche-Comté	741	41	57,27	916	44	51,83	1 657	43	54,26	1,7%
22. Côtes-d'Armor	183	41	58,12	283	43	52,42	466	42	54,66	0,5%
29. Finistère	318	39	56,96	374	43	51,37	692	42	53,94	0,7%
35. Ille-et-Vilaine	773	39	56,83	825	40	51,14	1 598	40	53,89	1,7%
56. Morbihan	250	42	59,02	375	43	50,27	625	43	53,77	0,7%
Bretagne	1 524	40	57,37	1 857	42	51,20	3 381	41	53,98	3,5%
18. Cher	48	42	56,86	86	43	51,42	134	43	53,37	0,1%
28. Eure-et-Loir	143	42	62,20	148	46	53,30	291	44	57,67	0,3%
36. Indre	52	38	57,29	85	43	51,21	137	42	53,52	0,1%
37. Indre-et-Loire	310	40	58,25	520	41	52,16	830	41	54,43	0,9%
41. Loir-et-Cher	77	41	58,09	138	43	52,87	215	43	54,74	0,2%
45. Loiret	230	42	59,86	279	43	53,43	509	42	56,33	0,5%
Centre-Val de Loire	860	41	59,19	1 256	43	52,54	2 116	42	55,24	2,2%
2A. Corse-du-Sud	71	38	60,01	48	43	52,13	119	40	56,83	0,1%
2B. Haute-Corse	60	39	58,98	81	43	52,35	141	41	55,17	0,1%
Corse	131	39	59,54	129	43	52,27	260	41	55,93	0,3%
Guadeloupe	64	39	59,77	25	46	47,97	89	41	56,45	0,1%
Martinique	56	40	59,99	60	47	51,85	116	44	55,78	0,1%
Guyane	31	38	57,90	4	39	41,71	35	38	56,05	0,0%
La Réunion	200	39	56,37	210	40	49,61	410	40	52,91	0,4%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
75. Paris	12036	38	61,76	9695	41	54,80	21731	39	58,66	23%
77. Seine-et-Marne	870	39	61,31	666	41	53,62	1 536	40	57,98	2%
78. Yvelines	1 117	38	62,45	684	42	54,91	1 801	40	59,59	2%
91. Essonne	898	39	62,29	638	44	53,62	1 536	41	58,69	2%
92. Hauts-de-Seine	3 051	38	63,43	1 545	42	55,17	4 596	39	60,65	5%
93. Seine-Saint-Denis	3 599	39	61,38	2 872	41	54,65	6 471	40	58,39	7%
94. Val-de-Marne	2 392	39	62,08	1 708	42	54,36	4 100	40	58,86	4%
95. Val-d'Oise	862	39	62,36	525	43	54,12	1 387	41	59,24	1%
Ile-de-France	24 825	38	62,00	18 333	41	54,67	43 158	40	58,88	45%
09. Ariège	66	43	51,00	135	44	48,43	201	43	49,28	0%
11. Aude	102	45	54,51	266	45	48,47	368	45	50,14	0%
12. Aveyron	59	40	55,17	157	43	49,36	216	42	50,95	0%
30. Gard	411	43	55,49	714	45	49,42	1 125	44	51,64	1%
31. Haute-Garonne	1 045	40	55,02	1 742	41	49,46	2 787	40	51,55	3%
32. Gers	71	42	55,52	142	43	50,43	213	43	52,12	0%
34. Hérault	874	42	56,18	1 586	43	49,18	2 460	42	51,67	3%
46. Lot	66	43	52,32	124	43	48,19	190	43	49,62	0%
48. Lozère	13	39	45,68	29	43	48,80	42	42	47,84	0%
65. Hautes-Pyrénées	46	44	53,96	143	45	48,87	189	45	50,11	0%
66. Pyrénées-Orientales	112	41	55,43	417	44	48,27	529	43	49,79	1%
81. Tarn	166	43	54,29	376	43	49,53	542	43	50,99	1%
82. Tarn-et-Garonne	60	44	58,70	151	46	50,79	211	45	53,04	0%
Occitanie	3 091	41	55,26	5 982	43	49,25	9 073	42	51,29	9%
02. Aisne	94	40	62,22	105	44	52,94	199	42	57,33	0%
59. Nord	1 038	38	59,28	986	40	53,70	2 024	39	56,56	2%
60. Oise	250	40	62,43	218	44	54,19	468	42	58,59	0%
62. Pas-de-Calais	150	37	59,53	187	42	52,52	337	40	55,64	0%
80. Somme	120	41	57,80	168	43	52,67	288	42	54,81	0%
Hauts-de-France	1 652	39	59,84	1 664	41	53,48	3 316	40	56,65	3%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
14. Calvados	289	42	58,42	327	42	51,94	616	42	54,98	1%
27. Eure	185	42	61,06	149	45	53,50	334	43	57,69	0%
50. Manche	79	39	57,97	119	44	49,54	198	42	52,90	0%
61. Orne	61	43	59,76	84	44	51,50	145	44	54,98	0%
76. Seine-Maritime	376	40	58,03	378	43	53,29	754	41	55,65	1%
Normandie	990	41	58,81	1 057	43	52,34	2 047	42	55,47	2%
44. Loire-Atlantique	932	40	57,01	1 217	41	51,06	2 149	41	53,64	2%
49. Maine-et-Loire	274	40	58,69	511	42	51,97	785	41	54,31	1%
53. Mayenne	54	37	55,51	80	44	51,34	134	41	53,02	0%
72. Sarthe	162	42	56,88	271	43	52,36	433	42	54,05	0%
85. Vendée	140	40	56,44	422	40	54,49	562	40	54,98	1%
Pays-de-la-Loire	1 562	40	57,19	2 501	41	51,97	4 063	41	53,98	4%
04. Alpes-de-Haute-Provence	85	42	55,28	129	44	46,97	214	43	50,27	0%
05. Hautes-Alpes	67	42	55,42	85	44	47,45	152	43	50,96	0%
06. Alpes-Maritimes	818	40	61,11	821	42	50,35	1 639	41	55,72	2%
13. Bouches-du-Rhône	1 782	41	57,87	1 882	42	50,10	3 664	42	53,88	4%
83. Var	426	42	58,41	627	45	48,98	1 053	43	52,79	1%
84. Vaucluse	359	43	57,83	537	43	49,51	896	43	52,84	1%
Provence-Alpes Côte d'Azur	3 537	41	58,57	4 081	43	49,74	7 618	42	53,84	8%
Total	47 436	41	59,93	48 700	39	52,37	96 136	42	56,10	1,0

Source : Pôle emploi - Fichier National des Allocataires

Directeur de la publication
Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction
Cyril NOUVEAU

Réalisation
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

Pôle emploi,
1 avenue du Docteur Gley
75987 Paris cedex 20

www.pole-emploi.org



ISSN 2555-8404